DÃ©versement : Cinq ans aprÃ¨s le Flushgate de MontrÃ©al, toujours aucun plan

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
September 2020

La Fondation RiviÃ¨res interpelle le gouvernement du QuÃ©bec afin qu'il mette en place des mesures pour rÃ©duire l'impact sur l'environnement des dÃ©versements d'eaux usÃ©es. Cinq ans aprÃ¨s le "Flushgate" de MontrÃ©al, il n'y a toujours aucune stratÃ©gie pour contrÃ´ler et limiter les impacts sur l'environnement en cas de dÃ©versements. La Ville de Trois-RiviÃ¨res est contrainte de dÃ©verser la quasi-totalitÃ© de ses eaux usÃ©es dans la riviÃ¨re Saint-Maurice et le fleuve Saint-Laurent Ã la suite de bris survenus sur la conduite principale d'eaux usÃ©es. On estime que 1,3 milliard de litres d'eaux usÃ©es, soit 25 % du Flushgate Ã MontrÃ©al en 2015, seront dÃ©versÃ©s durant les 19 jours prÃ©vus pour rÃ©parer la condu soit 1 000 litres d'eaux usÃ©es par habitation et ce, sans aucune mesure de mitigation. Alors que MontrÃ©al en 2015 et Longueuil en 2018 avaient installÃ© des barriÃ¨res flottantes permettant de capter les solides et dÃ©pÃªchÃ© des Ã©quipes po ramasser les dÃ©chets, le ministÃ¨re de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'aurait imposÃ© aucune mesure Ã Trois-RiviÃ¨res.

En 2018, la Fondation RiviÃ¨res avait interpellÃ© la ministre de l'EnvironnementÂ Marie-Chantal ChassÃ© en lui transmettant une liste de mesures afin de limiter et encadrer ces Ã©pisodes de dÃ©versements. La Fondation s'adresse aujourd'hui au ministre Benoit Charrette pour lui rappeler ces recommandations, dont celles de dÃ©signer un responsable ministÃ©riel pour l'Ã©valuation technique, de faire le suivi de tels Ã©vÃ©nements et de dresser une liste de mesures obligatoires en cas de dÃ©versements. Entre autres mesures, rappelle la Fondation, il faut prÃ©voir l'Ã©chantillonnage de la qualitÃ© de l'eau en aval, des protocoles pour rÃ©duire l'utilisation d'eau par les citoyens ou en industries, la mise en place d'ouvrages de traitement temporaires, de barriÃ¨res flottantes et de systÃ¨mes de pompage.Â "La population veut avoir l'assurance, avec raison, que tous les efforts raisonnables ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s afin de minimiser l'impact des dÃ©versements", dÃ©clare Alain Saladzi prÃ©sident de la Fondation RiviÃ¨res, avant d'ajouter :Â "le gouvernement n'a pas encore mis en place, depuis le Flushgate de MontrÃ©al en 2015, des conditions qui permettent d'identifier les meilleures pratiques."

Fondation RiviÃ¨res